

**Art. 2.** Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Dezember 1990 über die Festlegung des Höchstumsatzes eines Jahres für den als « kleinen oder mittleren Betrieb » angesehenen Betrieb bei der Anwendung des Dekrets über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien wird aufgehoben.

**Art. 3** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die neuen Technologien und die wissenschaftliche Forschung gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. September 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung,  
der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,

A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 3135

[C — 27648]

**29 SEPTEMBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de « kleine of middelgrote onderneming » met het oog op de verlening van steun aan en tussenkomsten voor het onderzoek en de technologieën**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën, inzonderheid op artikel 1, 5°;

Gelet op het overleg gepleegd met de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest);

Gelet op het akkoord van de Minister voor Begroting;

Gelet op de opmerkingen van de Commissie van de Europese Gemeenschappen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën wordt verstaan onder « kleine of middelgrote onderneming » een industriële of commerciële onderneming die aan elke van de drie volgende criteria voldoet :

1° de onderneming mag niet meer dan tweehonderd vijftig loontrekkers in dienst hebben;

2° de onderneming moet een jaarlijkse omzet van maximaal twintig miljoen ecu's maken of het totaal van haar balans mag niet hoger zijn dan tien miljoen ecu's;

3° maximaal één vierde van het kapitaal van de onderneming wordt gehouden door één of meerdere grote ondernemingen die noch toezichhoudende institutionele investeerders zijn, noch openbare vennootschappen voor gemene rekening of risicodragend kapitaalvennootschappen zijn.

**Art. 2.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 december 1990 tot vaststelling van de maximale jaarlijkse omzet van de als « kleine of middelgrote ondernemingen » beschouwde ondernemingen met het oog op de toepassing van het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën is opgeheven.

**Art. 3.** De Minister, tot wiens bevoegdheden de Nieuwe Technologieën en het Wetenschappelijk Onderzoek behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 september 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek,  
Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

A. LIENARD

F. 94 — 3136

[C — 27649]

**29 SEPTEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux aides et interventions pour la recherche et les technologies**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies, notamment les articles 3 et 4;

Vu l'avis du Conseil de la politique scientifique exerçant les fonctions du Comité d'orientation pour la promotion de la recherche et des technologies en Région wallonne;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les observations de la Commission des Communautés européennes;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Définitions

**Article 1er.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

- 1° « le décret » : le décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies;
- 2° « le Ministre » : le Ministre qui a les technologies nouvelles et la recherche scientifique dans ses attributions;
- 3° « la recherche » : l'activité de recherche industrielle de base, de recherche appliquée ou de développement qui fait l'objet d'une subvention ou d'une avance récupérable;
- 4° « étude de préparation ou d'accompagnement » : l'opération de préparation ou d'accompagnement tels que visés à l'article 3, paragraphe 4, du décret, qui fait l'objet d'une subvention;
- 5° « Direction générale » : la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne.

#### CHAPITRE II. — De l'introduction et de l'examen des projets

**Art. 2.** Le promoteur qui souhaite obtenir une subvention ou une avance récupérable introduit un projet auprès de la Direction générale. L'introduction du projet fait l'objet d'un accusé de réception, envoyé au promoteur dans les trois jours ouvrables et mentionnant la date de réception ainsi que le nom de l'agent chargé de l'instruction du projet.

**Art. 3.** La Direction générale procède, pour tout projet reçu, à une évaluation scientifique, technique, économique, financière et à une évaluation des effets sur l'environnement, afin de déterminer :

- 1° pour les projets relatifs à une recherche industrielle de base :
  - a) si la recherche envisagée est objectivement de nature à accroître le potentiel scientifique et technologique wallon;
  - b) lorsque le projet émane d'un promoteur visé à l'article 2, alinéa 2, 1°, 2°, 3° ou 7°, du décret, si le projet est objectivement susceptible de déboucher sur la production de produits, la mise en œuvre de procédés ou la fourniture de services comportant une innovation technologique et pouvant faire l'objet d'une exploitation industrielle ou commerciale rentable en Région wallonne;
- 2° pour les projets relatifs à une recherche appliquée ou à un développement, si la recherche ou le développement envisagé comporte objectivement une innovation technologique, en terme de produit, de procédé ou de service, pouvant faire l'objet d'une exploitation industrielle ou commerciale, rentable en Région wallonne;
- 3° pour tous les projets, si les conditions d'octroi de la subvention ou de l'avance récupérable sont remplies et s'il convient de l'accorder.

**Art. 4.** Lorsque la Direction générale ne dispose pas de tous les éléments nécessaires à l'évaluation du projet, elle demande au promoteur des éléments complémentaires, dans les quinze jours ouvrables de la réception du projet. Si le promoteur ne donne pas suite à cette demande dans les trente jours ouvrables de sa réception, il est censé avoir retiré le projet; le promoteur peut cependant aviser la Direction générale qu'il prolonge ce délai, pour une période qu'il détermine.

**Art. 5.** Dans un délai de soixante jours ouvrables à partir de la réception du projet ou à partir de la réception des éléments visés à l'article 4, la Direction générale informe le promoteur de la proposition motivée qu'elle a l'intention d'adresser au Ministre : octroi d'une subvention ou d'une avance récupérable, avec indication de son montant, ou refus.

Dans les quinze jours ouvrables de la réception de cette information, le promoteur peut adresser à la Direction générale un exposé des raisons pour lesquelles il estime ne pouvoir marquer son accord sur la décision proposée. La Direction générale transmet cet exposé au Ministre, en même temps que ses conclusions.

Lorsque des circonstances rendent impossible une évaluation satisfaisante dans le délai de soixante jours ouvrables visé à l'alinéa 1er, la Direction générale peut, après l'accord du Ministre, informer le promoteur, par lettre motivée, qu'elle prolonge ce délai, pour une période qu'elle détermine.

#### CHAPITRE III. — De la subvention et de l'avance récupérable

##### Section Ire. — Des relations entre la Région wallonne et le promoteur

**Art. 6.** Un arrêté du Gouvernement wallon ou du Ministre détermine notamment l'objet, le montant et le bénéficiaire de la subvention ou de l'avance récupérable.

**Art. 7.** Le promoteur adresse à la Direction générale :

- 1° au cours de la recherche ou de l'étude de préparation ou d'accompagnement :
  - a) des rapports d'activités, accompagnés du relevé des dépenses afférentes à la période à laquelle ils se rapportent;
  - b) des rapports scientifiques et techniques;
- 2° des rapports d'exploitation des résultats de la recherche qui a fait l'objet d'une avance récupérable;
- 3° des rapports d'utilisation des résultats de la recherche ou de l'étude de préparation ou d'accompagnement qui a fait l'objet d'une subvention.

**Art. 8.** La forme, le contenu et la fréquence des rapports visés à l'article 7 sont déterminés dans l'arrêté visé à l'article 6 ou en vertu de cet arrêté.

Chacun de ces rapports doit parvenir à la Direction générale dans les trente jours ouvrables qui suivent la période à laquelle il se rapporte.

**Art. 9.** Le promoteur est tenu d'informer la Direction générale, par écrit et dans un délai qui n'excède pas trente jours ouvrables :

- 1° de toute modification apportée à ses statuts;
- 2° de toute modification de son actionnariat qui affecte plus du cinquième de son capital;
- 3° de toute opération qui affecte de manière significative soit son capital, soit la nature de ses activités, soit la localisation de celles-ci.

**Section 2. — De la liquidation de la subvention ou de l'avance récupérable**

**Art. 10.** La liquidation de la subvention ou de l'avance récupérable s'effectue sous la forme de versements périodiques, déterminés dans l'arrêté visé à l'article 6 ou en vertu de cet arrêté.

**Art. 11.** Le promoteur rembourse à la Région wallonne, sur la demande du Ministre, la différence entre les montants liquidés et les montants acceptés par la Direction générale après contrôle de la justification des dépenses :

- 1° en cas de suspension ou de retrait de la subvention ou de l'avance récupérable;
- 2° en cas de renonciation à la subvention ou à l'avance récupérable;
- 3° lorsque la recherche ou l'étude de préparation ou d'accompagnement prend fin.

**Art. 12.** Sur la demande du Ministre, le promoteur rembourse à la Région wallonne tout ou partie de la différence entre les montants liquidés et les montants acceptés par la Direction générale après contrôle de la justification des dépenses, lorsque cette différence excède la part de la subvention ou de l'avance récupérable dans les dépenses admissibles prévues pour les trois mois à venir.

**Art. 13.** En cas de suspension de la subvention ou de l'avance récupérable en vertu de l'article 17, 3° et 4°, ou en cas de retrait de la subvention ou de l'avance récupérable, ne sont prises en considération que les dépenses se rapportant à la période antérieure à la réception par le promoteur de la notification de la suspension ou du retrait non précédé de suspension.

En cas de renonciation à la subvention ou à l'avance récupérable de la part du promoteur, ne sont prises en considération que les dépenses se rapportant à la période antérieure à l'envoi par le promoteur de sa renonciation.

**Section 3. — De l'exploitation des résultats de la recherche qui fait l'objet d'une avance récupérable**

**Art. 14.** Au plus tard au terme du sixième mois qui suit la fin de la recherche qui a fait l'objet d'une avance récupérable, le promoteur notifie à la Direction générale, par écrit et de manière circonstanciée, sa décision d'exploiter ou de ne pas en exploiter les résultats.

A défaut de notification dans le délai de l'alinéa 1er, le Ministre peut considérer que le promoteur a décidé d'exploiter ces résultats.

**Art. 15.** Dès qu'il a décidé d'exploiter les résultats de la recherche, le promoteur est tenu à une obligation de remboursement envers la Région wallonne.

Le remboursement s'effectue sous la forme de versements périodiques, déterminés dans l'arrêté visé à l'article 6 ou en vertu de cet arrêté.

**Art. 16.** Le montant total à rembourser est égal à la somme des montants que la Région wallonne a liquidés au titre de l'avance récupérable, diminuée de la somme des montants que le promoteur lui a remboursés en vertu de dispositions du présent arrêté et en vertu de stipulations, relatives à l'avance récupérable, qui les lieraient.

Toutefois, lorsque le remboursement n'est pas entièrement effectué dans les dix années qui suivent la décision d'exploiter, le montant total visé à l'alinéa 1er est augmenté de dix pour cent l'an, au début de chaque année à partir de la onzième, sans qu'il puisse cependant être plus que doublé.

**Section 4. — De la suspension et du retrait de la subvention ou de l'avance récupérable**

**Art. 17.** Le Ministre peut suspendre la liquidation de la subvention ou de l'avance récupérable :

- 1° en cas de non-respect de l'article 8, alinéa 2;
- 2° en cas de non-respect de l'article 9;
- 3° lorsque le promoteur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de concordat, d'une mise en liquidation, volontaire ou non, ou d'une dissolution;
- 4° lorsque la mauvaise situation financière du promoteur compromet la bonne exécution de la recherche ou les perspectives d'exploitation des résultats de la recherche par le promoteur.

**Art. 18.** Le Ministre peut retirer au promoteur le bénéfice de la subvention ou de l'avance récupérable :

- 1° dans les cas visés à l'article 17, 3° et 4°;
- 2° lorsqu'il apparaît raisonnablement qu'en raison de modifications majeures intervenues dans le contexte économique et technique, les objectifs, tels qu'évalués au moment de l'instruction du projet, ne sont plus à la portée du promoteur;
- 3° lorsque la subvention porte sur une étude de préparation ou d'accompagnement effectuée chez le promoteur par un responsable à l'innovation technologique visé à l'article 3, paragraphe 4, 3° ou 4°, du décret et que ce responsable est licencié.

**Art. 19.** Dans tous les cas de retrait visés à l'article 18 :

- 1° la Région wallonne clôture la liquidation de la subvention ou de l'avance récupérable;
- 2° le promoteur est tenu de rembourser à la Région wallonne le montant de la subvention ou de l'avance récupérable qu'il a reçu pour acquérir l'équipement scientifique de pointe visé à l'article 2, alinéa 3, 5°, du décret; il effectue cependant ce remboursement :

a) après déduction de la partie de ce montant remboursée à la Région wallonne en vertu des articles 11, 12 et 15, et en vertu de stipulations, relatives à la subvention ou à l'avance récupérable, qui les lieraient;

b) compte tenu d'un amortissement calculé notamment en fonction de la durée de vie technique des biens et de leur utilisation effective;

3° les dispositions de la section 3, à l'exception de l'article 14, alinéa 2, s'appliquent.

**Art. 20.** Le Ministre peut retirer au promoteur le bénéfice de la subvention ou de l'avance récupérable lorsque le promoteur est demeuré plus de quarante-cinq jours ouvrables sans donner suite à une mise en demeure d'exécuter une de ses obligations que le Ministre lui a notifiée par lettre recommandée à la poste. Dans ce cas :

- 1° la Région wallonne clôture la liquidation de la subvention ou de l'avance récupérable;
- 2° le promoteur qui bénéficie d'une subvention est tenu de rembourser à la Région wallonne l'ensemble des montants liquidés au titre de la subvention, après déduction des montants remboursés en vertu des articles 11 et 12, et en vertu de stipulations, relatives à la subvention, qui les lieraient;
- 3° le promoteur qui bénéficie d'une avance récupérable est tenu envers la Région wallonne au remboursement déterminé à l'article 21;
- 4° les dispositions de la section 3, à l'exception de l'article 14, alinéa 2, s'appliquent.

**Art. 21.** Le montant du remboursement visé à l'article 20, 3°, est égal au total des valeurs acquises, à la date du retrait de l'avance récupérable, par les différents versements relatifs à celle-ci, compte tenu :

- 1° de la période en mois pleins séparant la date du versement de celle du retrait;
- 2° d'un taux d'acquisition de valeur de quinze pour cent l'an;
- 3° d'une capitalisation par périodes de douze mois;
- 4° d'un plafond égal au double de la part effectivement liquidée de l'avance récupérable.

Les versements relatifs à l'avance récupérable comprennent en positif les versements périodiques effectués pour la liquider. Ils comprennent en négatif les montants remboursés à la Région wallonne en vertu des articles 11, 12 et 15, et en vertu de stipulations, relatives à l'avance récupérable, qui lieraient la Région wallonne au promoteur.

*Section 5. — De la renonciation à la subvention ou à l'avance récupérable*

**Art. 22.** Le promoteur peut renoncer à la subvention ou à l'avance récupérable au cours de la recherche ou de l'étude de préparation ou d'accompagnement, dans la mesure où l'y autorisent des stipulations, relatives à la subvention ou à l'avance récupérable, qui le lieraient à la Région wallonne.

**Art. 23.** Le promoteur qui bénéficie d'une avance récupérable peut, en cours d'exploitation, renoncer à poursuivre cette dernière, dans la mesure où l'y autorisent des stipulations, relatives à l'avance récupérable, qui le lieraient à la Région wallonne.

*CHAPITRE IV. — Dispositions finales*

**Art. 24.** Délégation est accordée au Directeur général de la Direction générale pour exercer les pouvoirs attribués au Ministre à l'article 11, à l'article 14, à l'article 17, 1°, 2° et 3°, à l'article 18, 3° et à l'article 20.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général précité, les délégations dont il est investi en vertu de l'alinéa 1er sont, à défaut de dispositions contraires, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'Inspecteur général de la Division concernée.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'Inspecteur général précité, les délégations dont il est investi en vertu de l'alinéa 2 sont accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au fonctionnaire qui, au sein de sa Division, possède la plus grande ancienneté de grade dans le grade de rang immédiatement inférieur mais de rang 13 au moins.

**Art. 25.** Le Ministre qui a les technologies nouvelles et la recherche scientifique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 septembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,  
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

D. 94 — 3136

[C — 27649]

**29. SEPTEMBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung  
bezüglich der Beihilfen und Beteiligungen für die Forschung und die Technologien**

Aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien, insbesondere der Artikel 3 und 4;

Aufgrund des Gutachtens des Rates der Wissenschaftspolitik, der die Aufgaben des Orientierungsausschusses für die Förderung der Forschung und der Technologien in der Wallonischen Region ausübt;

Aufgrund der Zustimmung des Haushaltsministers;

Aufgrund der Bemerkungen der Kommission der Europäischen Gemeinschaften;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung;

Beschließt die Wallonische Regierung:

**KAPITEL I. — Definitionen**

**Artikel 1.** Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter:

1° « das Dekret »: das Dekret vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien;

2° « der Minister »: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die neuen Technologien und die wissenschaftliche Forschung gehören;

3° « die Forschung »: die Forschung im Bereich der industriellen Grundforschung, der angewandten Forschung oder der Entwicklung, die Gegenstand einer Subvention oder eines betreibbaren Vorschusses ist;

4° « Vorbereitungs- oder Begleitstudie »: in Artikel 4 § 4 des Dekrets genannte Tätigkeiten im Bereich der Vorbereitung oder der Begleitung, die Gegenstand einer Subvention sind;

5° « Generaldirektion »: die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region.

**KAPITEL II. — Einreichung und Überprüfung der Projekte**

**Art. 2.** Der Promotor, der in den Genuß einer Subvention oder eines betreibbaren Vorschusses gelangen möchte, reicht ein Projekt bei der Generaldirektion ein. Die Einreichung des Projekts ist Gegenstand einer Empfangsbestätigung, die dem Promotor innerhalb von drei Tagen zugestellt wird und auf der das Eingangsdatum sowie der Name des mit der Bearbeitung des Projekts beauftragten Beamten vermerkt ist.

**Art. 3.** Die Generaldirektion führt für jedes eingegangene Projekt eine wissenschaftliche, technische, wirtschaftliche, finanztechnische Bewertung sowie eine Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt durch, um festzustellen:

1° für die Projekte im Bereich der industriellen Grundforschung:

a) ob die geplante Forschung objektiv gesehen in der Lage ist, das wissenschaftliche und technologische Potential der Wallonie zu vergrößern;

b) wenn das Projekt von einem in Artikel 2, Absatz 2, 1°, 2°, 3° oder 7° genannten Promotor ausgeht, ob es objektiv gesehen in der Lage ist, zur Herstellung von Produkten, zum Einsatz von Verfahren oder zu der Bereitstellung von Dienstleistungen, die eine technologische Neuerung beinhalten und Gegenstand einer rentablen industriellen oder kommerziellen Nutzung in der Wallonischen Region sein können, zu führen;

2° für die Projekte im Bereich der angewandten Forschung oder der Entwicklung, ob die in Betracht gezogene Forschung oder Entwicklung objektiv gesehen für ein Produkt, ein Verfahren oder eine Dienstleistung eine technologische Neuerung einführt, die Gegenstand einer rentablen industriellen oder kommerziellen Nutzung in der Wallonischen Region sein kann;

3° für alle Projekte, ob die Bedingungen für die Gewährung der Subvention oder des beitreibbaren Vorschusses erfüllt sind und ob sie zu gewähren sind.

**Art. 4.** Falls die Generaldirektion nicht über alle zur Bewertung des Projekts notwendigen Informationen verfügt, fragt sie beim Promotor innerhalb von fünfzehn Arbeitstagen nach Erhalt des Projekts zusätzliche Informationen an. Falls der Promotor dieser Anfrage innerhalb von dreißig Arbeitstagen nach deren Eingang nicht Folge leistet, wird davon ausgegangen, daß er sein Projekt zurückzieht; der Promotor ist jedoch berechtigt, die Generaldirektion darüber in Kenntnis zu setzen, daß er diese Frist verlängert, und zwar für einen durch ihn bestimmten Zeitraum.

**Art. 5.** In einer Frist von sechzig Arbeitstagen ab Eingang des Projekts oder ab dem Zeitpunkt des Eingangs der in Artikel 4 genannten Informationen, informiert die Generaldirektion den Promotor über den begründeten Vorschlag, den sie dem Minister zu unterbreiten beabsichtigt: Gewährung einer Subvention oder eines beitreibbaren Vorschusses mit Angabe des Betrags oder Verweigerung.

Innerhalb von fünfzehn Arbeitstagen ab Eingang dieser Benachrichtigung ist der Promotor berechtigt, der Generaldirektion eine Erläuterung der Gründe zu übermitteln, aus denen er der Ansicht ist, sich mit der vorgeschlagenen Entscheidung nicht einverstanden zeigen zu können. Die Generaldirektion übermittelt dem Minister diese Erläuterung gemeinsam mit ihren Schlußfolgerungen.

Wenn die Umstände eine zufriedenstellende Bewertung innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist von sechzig Arbeitstagen nicht ermöglichen, ist die Generaldirektion nach Zustimmung des Ministers berechtigt, den Promotor durch ein begründetes Schreiben darüber zu informieren, daß sie diese Frist über einen durch sie bestimmten Zeitraum verlängert.

### KAPITEL III. — Subvention und Beitreibar Vorschuss

#### Sektion 1. — Beziehungen zwischen der Wallonischen Region und dem Promotor

**Art. 6.** Durch Erlaß bestimmt die Wallonische Regierung oder der Minister u.a. Gegenstand, Betrag und Bezugsberechtigten der Subvention oder des beitreibbaren Vorschusses.

**Art. 7.** Der Promotor übermittelt der Generaldirektion:

1° während des Ablaufs der Forschung oder der Vorbereitungs- oder Begleitstudie:

a) Tätigkeitsberichte, denen eine Liste der im Laufe des betreffenden Zeitraums getätigten Ausgaben beizufügen ist.

b) wissenschaftliche und technische Berichte;

2° Nutzungsberichte über die Ergebnisse der Forschung, die Gegenstand eines beitreibbaren Vorschusses war;

3° Berichte über die Verwendung der Ergebnisse der Forschung oder der Vorbereitungs- oder Begleitstudie, die Gegenstand einer Subvention ist.

**Art. 8.** Die Form, der Inhalt und die Anzahl der in Artikel 7 genannten, einzureichenden Berichte werden in dem in Artikel 6 genannten Erlaß oder kraft dieses Erlasses festgelegt.

Jeder dieser Berichte ist der Generaldirektion innerhalb von dreißig Arbeitstagen nach Ablauf des Zeitraums, auf den er sich bezieht, zu übermitteln.

**Art. 9.** Der Promotor ist verpflichtet, die Generaldirektion schriftlich und in einer Frist, die dreißig Arbeitstage nicht übersteigt, zu informieren über:

1° jegliche statutenmäßige Abänderung;

2° jegliche Änderung in der Zusammensetzung der Aktionäre, die mehr als ein Fünftel seines Kapitals betrifft;

3° jede Operation, die in bedeutender Weise entweder sein Kapital, oder die Art seiner Aktivitäten, oder den Ausübungsort dieser Aktivitäten betrifft.

#### Sektion 2. — Liquidierung der Subvention oder des beitreibbaren Vorschusses

**Art. 10.** Die Liquidierung der Subvention oder des beitreibbaren Vorschusses wird in der Form von periodischen Zahlungen durchgeführt, die in Artikel 6 des genannten Erlasses oder kraft dieses Artikels festgelegt werden.

**Art. 11.** Auf Antrag des Ministers erstattet der Promotor der Wallonischen Region die Differenz zwischen den liquidierten Beträgen und den durch die Generaldirektion nach Überprüfung der Rechtfertigung der Ausgaben akzeptierten Beträgen zurück, und zwar in folgenden Fällen:

1° im Fall der Aufhebung oder des Entzugs der Subvention oder des beitreibbaren Vorschusses;

2° im Fall des Verzichts auf die Subvention oder den beitreibbaren Vorschuss;

3° nach Beendigung der Forschung oder der Vorbereitungs- oder Begleitstudie.

**Art. 12.** Auf Antrag des Ministers erstattet der Promotor der Wallonischen Region den Gesamtbetrag oder einen Teil der Differenz zwischen den liquidierten Beträgen und den durch die Generaldirektion nach Überprüfung der Rechtfertigung der Ausgaben akzeptierten Beträgen, wenn diese Differenz den Anteil der Subvention oder des beitreibbaren Vorschusses an den für die kommenden drei Monate zulässigen Ausgaben übersteigt.

**Art. 13.** Wird die Subvention oder der beizubehaltende Vorschuß gemäß Artikel 17, 3° und 4° aufgehoben oder wird die Subvention oder der beizubehaltende Vorschuß entzogen, werden nur jene Ausgaben berücksichtigt, die sich auf den Zeitraum vor Erhalt der Notifizierung der Aufhebung oder des Entzugs, der keine Aufhebung voraussetzt, beziehen.

Verzichtet der Promotor auf die Subvention oder den beizubehaltenden Vorschuß, werden nur jene Ausgaben berücksichtigt, die sich auf den Zeitraum vor Übermittlung des Verzichts durch den Promotor beziehen.

**Sektion 3. — Nutzung der Ergebnisse der Forschung, die Gegenstand eines beizubehaltenden Vorschusses ist**

**Art. 14.** Spätestens nach Ablauf des sechsten Monats nach Abschluß der Forschung, die Gegenstand eines beizubehaltenden Vorschusses ist, teilt der Promotor der Generaldirektion schriftlich und detailliert seinen Entschluß mit, die Ergebnisse dieser Forschung zu nutzen oder nicht.

Mangels einer Mitteilung in der in Absatz 1 genannten Frist, ist der Minister berechtigt, davon auszugehen, daß der Promotor beschlossen hat, die Ergebnisse zu nutzen.

**Art. 15.** Sobald er den Entschluß gefaßt hat, die Ergebnisse der Forschung zu nutzen, ist der Promotor verpflichtet, eine Zahlungsverpflichtung zugunsten der Wallonischen Region einzugehen.

Die Rückerstattung wird in der Form von periodischen Zahlungen durchgeführt, die in Artikel 6 des genannten Erlasses oder kraft dieses Artikels festgelegt werden.

**Art. 16.** Der zu erstattende Gesamtbetrag entspricht der Summe der Beträge, die von der Wallonischen Region als beizubehaltender Vorschuß gezahlt wurden, abzüglich der Summe jener Beträge, die der Promotor der Region bereits erstattet hat, gemäß der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und gemäß der zwischen der Region und dem Promotor abgeschlossenen Vereinbarungen bezüglich des beizubehaltenden Vorschusses.

Wenn die Rückerstattung jedoch innerhalb von zehn Jahren nach dem Beschluß der Nutzung nicht vollständig abgeschlossen ist, wird der in Absatz 1 genannte Gesamtbetrag um jährlich zehn Prozent erhöht und zwar zu Beginn jedes Jahres ab dem elften und ohne daß dieser Betrag dadurch mehr als verdoppelt werden darf.

**Sektion 4. — Aufhebung und Entzug der Subvention oder des beizubehaltenden Vorschusses**

**Art. 17.** Der Minister ist berechtigt, die Liquidierung der Subvention oder des beizubehaltenden Vorschusses aufzuheben:

- 1° bei Nichtbeachtung von Artikel 8, Absatz 2;
- 2° bei Nichtbeachtung von Artikel 9;
- 3° wenn der Promotor Gegenstand eines Konkurs- oder Vergleichsverfahrens ist, eines Liquidationsverfahrens, sei es freiwillig oder nicht, oder einer Auflösung;
- 4° wenn die schlechte Finanzlage des Promotors die reibungslose Durchführung der Forschung oder die Nutzungsperspektiven der Ergebnisse der Forschung durch den Promotor gefährden.

**Art. 18.** Der Minister ist berechtigt, dem Promotor das Anrecht auf die Subvention oder den beizubehaltenden Vorschuß zu entziehen:

- 1° in den in Artikel 17, 3° und 4° genannten Fällen;
- 2° wenn offensichtlich wird, daß aufgrund der wichtigen Änderungen auf wirtschaftlicher oder technischer Ebene der Promotor nicht mehr in der Lage ist, die zum Zeitpunkt der Überprüfung des Projekts begutachteten Ziele zu erreichen;
- 3° wenn die Subvention sich auf eine Vorbereitungs- oder Begleitstudie bezieht, die bei dem Promotor durch einen in Artikel 3, § 4, 3° und 4° genannten Verantwortlichen für technologische Neuerungen durchgeführt wird und dieser Verantwortliche entlassen wird.

**Art. 19.** In allen in Artikel 18 angeführten Fällen des Entzugs:

- 1° führt die Wallonische Region den Rechnungsabschluß der Subvention oder des beizubehaltenden Vorschusses durch;
- 2° ist der Promotor verpflichtet, die Summe der Subvention oder des beizubehaltenden Vorschusses, die er erhalten hat, um die in Artikel 2, Absatz 3, 5° des Dekrets genannte wissenschaftliche Spitzenausrüstung zu erwerben, der Wallonischen Region zu erstatten; er vollzieht diese Rückerstattung jedoch:
  - a) nach Abzug des Anteils dieses Betrags, der an die Wallonische Region gemäß der Artikel 11, 12 und 15 und gemäß der zwischen der Region und dem Promotor abgeschlossenen Vereinbarungen bezüglich der Subvention oder des beizubehaltenden Vorschusses rückerstattet wurde;
  - b) unter Berücksichtigung eines u.a. nach der technischen Lebensdauer der Güter und ihrer effektiven Verwendung berechneten Abschreibungssatzes;
- 3° die Bestimmungen der Sektion 3 sind mit Ausnahme von Artikel 14, Absatz 2 anwendbar.

**Art. 20.** Der Minister ist berechtigt dem Promotor das Anrecht auf die Subvention oder den beizubehaltenden Vorschuß zu entziehen, wenn dieser während mehr als fünfundvierzig Arbeitstagen der Aufforderung, einer seiner Verpflichtungen nachzukommen, die ihm durch den Minister mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief notifiziert wurde, nicht Folge geleistet hat.

In diesem Fall:

- 1° führt die Wallonische Region den Rechnungsabschluß der Subvention oder des beizubehaltenden Vorschusses durch;
- 2° ist der Promotor, dem eine Subvention gewährt wurde, verpflichtet, den Gesamtbetrag der ihm als Subvention gezahlten Summen der Wallonischen Region zu erstatten, abzüglich der gemäß Artikel 11 und 12 und gemäß der zwischen der Region und dem Promotor abgeschlossenen Vereinbarungen bezüglich der Subvention erstatteten Summen;

3° der Promotor, dem ein beizubehaltender Vorschuß gewährt wurde, ist gegenüber der Wallonischen Region zur in Artikel 21 festgelegten Rückerstattung verpflichtet;

4° die Bestimmungen der Sektion 3 sind anwendbar, mit Ausnahme von Artikel 14, Absatz 2.

**Art. 21.** Der Betrag der in Artikel 20, 3° angeführten Rückerstattung entspricht dem Gesamtbetrag der durch die verschiedenen Zahlungen bezüglich des beizubehaltenden Vorschusses gewährten Summen am Tag des Entzugs des genannten Vorschusses, unter Berücksichtigung:

- 1° der Zeitspanne in vollständigen Monaten, die das Datum der Zahlung und das Datum des Entzugs trennen;
- 2° eines Wertewerbsatzes von 15 % jährlich;
- 3° einer Kapitalisierung in Zeitabständen von zwölf Monaten;

4<sup>o</sup> eines Höchstbetrags, der dem doppelten Betrag des effektiv gezahlten Anteils des betreibbaren Vorschusses entspricht.

Die sich auf den betreibbaren Vorschuß beziehenden Zahlungen beinhalten auf der Aktivseite die periodisch zur Liquidierung dieses Vorschusses durchgeführten Zahlungen. Sie beinhalten auf der Passivseite die gemäß der Artikel 11, 12 und 15 und gemäß der zwischen der Region und dem Promotor abgeschlossenen Vereinbarungen bezüglich des betreibbaren Vorschusses rückerstatteten Beträge.

*Sektion 5. — Verzicht auf eine Subvention oder einen betreibbaren Vorschuß*

**Art. 22.** Der Promotor kann im Laufe der Forschung oder der Vorbereitungs- oder Begleitstudie auf die Subvention oder den betreibbaren Vorschuß verzichten, insofern Bestimmungen bezüglich der Subvention oder des betreibbaren Vorschusses, die ihn an die Wallonische Region binden würden, ihn dazu befugen.

**Art. 23.** Der Promotor, dem ein betreibbarer Vorschuß gewährt wurde, ist während der Nutzung berechtigt, diese zu beenden, insofern Bestimmungen bezüglich des betreibbaren Vorschusses, die ihn an die Wallonische Region binden würden, ihn dazu befuge.

**KAPITEL IV. — Schlussbestimmungen**

**Art. 24.** Der Generaldirektor der Generaldirektion wird dazu ermächtigt, die in Artikel 11, Artikel 14, Artikel 17, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> und 3<sup>o</sup>, Artikel 18, 3<sup>o</sup>, und Artikel 20 angeführten Befugnisse des Ministers auszuüben.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung des vorgenannten Generaldirektors werden mangels gegenteiliger Bestimmungen die gemäß Absatz 1 auf ihn übertragenen Ermächtigungsvollmachten während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung auf den Generalinspektor der betroffenen Division übertragen.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung des vorgenannten Generalinspektors werden die gemäß Absatz 2 auf ihn übertragenen Ermächtigungsvollmachten während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung auf den Beamten übertragen, der innerhalb seiner Division für den nächstfolgenden Dienstgrad (mindestens Dienstrang 13) das höchste Dienstalter aufweist.

**Art. 25.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die neuen Technologien und die wissenschaftliche Forschung gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. September 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung,  
der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,

A. LIENARD

—  
VERTALING

N. 94 — 3136

[C — 27649]

**29 SEPTEMBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de steun aan en de tussenkomsten voor het onderzoek en de technologieën**

De Waalse Regering.

Gelet op het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën, inzonderheid op artikelen 3 en 4;

Gelet op het advies van de « Conseil de la Politique scientifique » (Raad van het Wetenschappelijk Beleid) die de opdrachten uitvoert van het « Comité d'orientation pour la promotion de la recherche et des technologies en Région wallonne » (Oriëntatiecomité ter bevordering van het onderzoek en van de technologieën in het Waalse Gewest);

Gelet op het akkoord van de Minister voor Begroting;

Gelet op de opmerkingen van de Commissie van de Europese Gemeenschappen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Twerkstelling en Beroepsopleiding,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Begripsbepalingen**

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> « het decreet » : het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën;

2<sup>o</sup> « de Minister » : de Minister tot wiens bevoegdheden de Nieuwe Technologieën en het Wetenschappelijk Onderzoek behoren;

3<sup>o</sup> « het onderzoek » : de activiteit van industrieel basisonderzoek, van toegepast onderzoek of van ontwikkeling, die het onderwerp is van een toelage of van een invorderbaar voorschot;

4<sup>o</sup> « voorbereidings- of begeleidingsstudie » : de voorbereiding of de begeleiding, zoals bedoeld in artikel 3, § 4, van het decreet en die het onderwerp zijn van een toelage;

5<sup>o</sup> « Algemene Directie » : de Algemene Directie Technologieën, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**HOOFDSTUK II. — De indiening en de behandeling van de projecten**

**Art. 2.** De promotor, die wenst een toelage of een invorderbaar voorschot te bekomen, dient een project in bij de Algemene Directie. De indiening van het project wordt bevestigd door het toezenden aan de promotor van een ontvangstbewijs binnen drie werkdagen en waarin de ontvangstdatum en de naam van de agent die het project behandelt, vermeld worden.

**Art. 3.** Voor ieder ingediend project gaat de Algemene Directie over tot een wetenschappelijke, technische, economische en financiële evaluatie, alsook tot een milieueffectenrapportering, om te bepalen :

1° voor de projecten betreffende een industrieel basisonderzoek :

a) of het beoogd onderzoek objectief van aard is het Waalse wetenschappelijk en technologisch vermogen te verhogen;

b) indien het project ingediend wordt door een promotor bedoeld in artikel 2, 2e lid, 1°, 2°, 3° of 7°, van het decreet, of het project objectief als gevolg zou kunnen hebben de vervaardiging van producten, de toepassing van procédés of de levering van diensten met een technologische innovatie en die het onderwerp zouden kunnen worden van een winstgevende industriële of commerciële uitbating in het Waalse Gewest;

2° voor de projecten betreffende een toegepast onderzoek of een ontwikkeling, of het beoogd onderzoek of de beoogde ontwikkeling objectief bestaan uit een technologische innovatie inzake producten, procédés of diensten die aanleiding zouden geven tot een winstgevende industriële of commerciële uitbating in het Waalse Gewest;

3° voor alle projecten of de toekenningsvoorwaarden van de toelage of van het invorderbaar voorschot vervuld zijn en of het geboden is ze toe te kennen.

**Art. 4.** Indien de Algemene Directie niet beschikt over alle gegevens nodig voor de evaluatie van het project, vraagt zij aan de promotor aanvullende gegevens binnen vijftien werkdagen na de indiening van het project. Indien de promotor geen gevolg geeft aan deze vraag binnen dertig werkdagen na haar ontvangst wordt hij geacht het project te hebben ingetrokken; de promotor kan evenwel de Algemene Directie inlichten over het feit dat hij dit termijn verlengt met een door hem vastgestelde periode.

**Art. 5.** Binnen een termijn van zestig werkdagen vanaf de ontvangst van het project of vanaf de ontvangst van de in artikel 4 bedoelde gegevens wordt de promotor door de Algemene Directie ingelicht over het gemotiveerd voorstel dat zij aan de Minister wil doen : toekenning van een toelage of van een invorderbaar voorschot, met aanduiding van het bedrag, of weigering.

Binnen vijftien werkdagen na de ontvangst van dit bericht kan de promotor zijn redenen aan de Algemene Directie bekendmaken waarvoor hij acht niet te kunnen instemmen met het gedane voorstel. De Algemene Directie doet deze redenen tegelijk met haar conclusies aan de Minister toekomen.

Wanneer omstandigheden een voldoende evaluatie onmogelijk maken binnen het in het eerste lid bedoelde termijn van zestig werkdagen, kan de Algemene Directie, na instemming van de Minister, de promotor inlichten, bij een gemotiveerde brief, dat zij die termijn verlengt met een door haar vastgestelde periode.

### HOOFDSTUK III. — De toelage en het invorderbaar voorschot

#### Afdeling 1. — De betrekkingen tussen het Waalse Gewest en de promotor

**Art. 6.** Een besluit van de Waalse Regering of van de Minister bepaalt onder andere het onderwerp, het bedrag en de rechthebbende van de toelage of van het invorderbaar voorschot.

**Art. 7.** De promotor doet aan de Algemene Directie toekomen :

1° tijdens de voorbereidings- of begeleidingsstudie :

a) activiteitenverslagen met de vermelding van de uitgaven verbonden aan de periode waarop zij betrekking hebben;

b) wetenschappelijke en technische verslagen;

2° verslagen over het gebruik van de resultaten van het onderzoek dat het onderwerp was van een invorderbaar voorschot;

3° verslagen over het gebruik van de resultaten van het onderzoek of van de voorbereidings- of begeleidingsstudie die het onderwerp waren van een toelage.

**Art. 8.** De vorm, de inhoud en het aantal verslagen bedoeld in artikel 7 worden bepaald in het besluit bedoeld in artikel 6 of krachtens dit besluit.

Ieder verslag moet de Algemene Directie toekomen binnen dertig werkdagen na de periode waarop het betrekking heeft.

**Art. 9.** De promotor is ertoe gehouden de Algemene Directie in te lichten schriftelijk en binnen een termijn van maximaal dertig werkdagen over :

1° elke wijziging in zijn statuten;

2° elke wijziging in zijn aandeelhouderschap, die meer dan één vijfde van zijn kapitaal treft;

3° elke verrichting die hetzij zijn kapitaal, hetzij de aard van zijn activiteiten of de localisatie ervan op een duidelijke wijze treft.

#### Afdeling 2. — De afrekening van de toelage of van het invorderbaar voorschot

**Art. 10.** De afrekening van de toelage of van het invorderbaar voorschot gebeurt onder de vorm van periodieke stortingen vastgesteld in het besluit bedoeld in artikel 6 of krachtens dit besluit.

**Art. 11.** Op verzoek van de Minister betaalt de promotor aan het Waalse Gewest het verschil terug tussen de vereffende bedragen en de bedragen aanvaard door de Algemene Directie na controle van de rechtvaardiging van de uitgaven :

1° in geval van schorsing of van intrekking van de toelage of van het invorderbaar voorschot;

2° in geval van opzegging van de toelage of van het invorderbaar voorschot;

3° wanneer het onderzoek of de voorbereidings- of begeleidingsstudie beëindigd zijn.

**Art. 12.** Op verzoek van de Minister betaalt de promotor aan het Waalse Gewest geheel of ten dele het verschil terug tussen de vereffende bedragen en de bedragen aanvaard door de Algemene Directie na controle van de rechtvaardiging van de uitgaven, wanneer dit verschil groter is dan het deel van de toelage of van het invorderbaar voorschot in de toelaatbare uitgaven voorzien voor de drie komende maanden.

**Art. 13.** In geval van schorsing van de toelage of van het invorderbaar voorschot krachtens artikel 17, 3° en 4°, of in geval van intrekking van de toelage of van het invorderbaar voorschot wordt er enkel rekening gehouden met de uitgaven betreffende de periode vóór de ontvangst door de promotor van het bericht tot schorsing of intrekking niet voorafgegaan door een schorsing.

Wanneer de promotor afziet van de toelage of van het invorderbaar voorschot, wordt er enkel rekening gehouden met de uitgaven betreffende de periode voor welke de promotor zijn opzegging betekend heeft.



*Afdeling 3. — De uitbating van de resultaten van het onderzoek dat het onderwerp is van een invorderbaar voorschot.*

**Art. 14.** Ten laaste op het einde van de zesde maand na het einde van het onderzoek dat het onderwerp is geweest van een invorderbaar voorschot brengt de promotor ter kennis van de Algemene Directie, bij middel van een gemotiveerd schrijven, dat hij besloten heeft de resultaten ervan al dan niet te gebruiken.

Indien er geen bericht is binnen het in het 1e lid bedoelde termijn kan de Minister vaststellen dat de promotor besloten heeft deze resultaten te gebruiken.

**Art. 15.** Zodra hij besloten heeft de resultaten van het onderzoek te gebruiken, is de promotor gehouden tot een terugbetaling aan het Waalse Gewest.

De terugbetaling gebeurt onder de vorm van periodieke stortingen zoals bepaald in het besluit bedoeld in artikel 6 of krachtens dit besluit.

**Art. 16.** Het totaal terug te betalen bedrag is gelijk aan het totaal van de door het Waalse Gewest vereffend bedragen als invorderbaar voorschot, verminderd met de bedragen die de promotor haar terugbetaald heeft krachtens de bepalingen van dit besluit en krachtens stipulaties betreffende het invorderbaar voorschot die hen zouden binden.

Wanneer de terugbetaling niet volledig gedaan is binnen tien jaar na de beslissing tot uitbating wordt het in het eerste lid bedoelde totaal bedrag echter vermeerderd met tien percent per jaar, in het begin van ieder jaar vanaf het elfde jaar, zonder dat het evenwel meer dan verdubbeld kan worden.

*Afdeling 4. — De schorsing en de intrekking van de toelage of van het invorderbaar voorschot*

**Art. 17.** De Minister kan de vereffening van de toelage of van het invorderbaar voorschot schorsen :

1° indien artikel 8, 2e lid, niet nageleefd wordt;

2° indien artikel 9 niet nageleefd wordt;

3° indien de promotor het onderwerp is van een faillissements- of een akkoordprocedure, een al dan niet vrijwillige invereffeningstelling of van een ontbinding;

4° wanneer de slechte financiële toestand van de promotor de vlotte uitvoering van het onderzoek of het perspectief van het gebruik van de onderzoekresultaten door de promotor in gevaar brengt.

**Art. 18.** De Minister kan het voordeel van de toelage of van het invorderbaar voorschot van de promotor intrekken :

1° in de gevallen bedoeld in artikel 17, 3° en 4°;

2° wanneer het redelijk blijkt dat, wegens de belangrijke wijzigingen ontstaan in de economische en technische context, de doelstellingen, zoals geëvalueerd op het ogenblik van de behandeling van het dossier, niet meer in het bereik van de promotor zijn;

3° wanneer de toelage betrekking heeft op een voorbereidings- of begeleidingsstudie uitgevoerd bij de promotor door in artikel 3, § 4, 3° of 4°, van het decreet bedoelde verantwoordelijke voor de technologische innovatie en wanneer deze verantwoordelijke ontslagen is.

**Art. 19.** In alle gevallen van intrekking bedoeld in artikel 18 :

1° sluit het Waalse Gewest de vereffening van de toelage of van het invorderbaar voorschot af;

2° de promotor is ertoe gehouden het bedrag van de toelage of van het invorderbaar voorschot ontvangen voor de aanschaffing van de in artikel 2, 3e lid, 5°, van het decreet bedoelde wetenschappelijke uitrusting aan het Waalse Gewest terug te betalen; hij doet echter deze terugbetaling :

a) na aftrekking van het deel van dit bedrag terugbetaald aan het Waalse Gewest krachtens artikelen 11, 12 en 15, en krachtens de stipulaties betreffende de toelage of het invorderbaar voorschot die hen zou binden;

b) rekening houdend met een aflossing berekend onder andere op grond van de technische levensduur van de goederen en van hun werkelijk gebruik;

3° zijn de bepalingen van afdeling 3, uitgezonderd artikel 14, 2e lid, van toepassing.

**Art. 20.** De Minister kan het voordeel van de toelage of van het invorderbaar voorschot van de promotor intrekken wanneer de promotor tijdens meer dan vijftien dagen geen gevolg heeft gegeven aan een door de Minister bij aangetekende brief hem toegestuurde ingebrekestelling om een van zijn verplichtingen na te leven.

In dat geval :

1° sluit het Waalse Gewest de vereffening van de toelage of van het invorderbaar voorschot af;

2° is de promotor, die recht heeft op een toelage, ertoe gehouden alle bedragen vereffend als toelage aan het Waalse Gewest terug te betalen na aftrekking van de bedragen terugbetaald aan het Waalse Gewest krachtens artikelen 11 en 12, en krachtens de stipulaties betreffende de toelage die hen zou binden;

3° is de promotor, die recht heeft op een invorderbaar voorschot, gehouden tot de in artikel 21 bedoelde terugbetaling aan het Waalse Gewest;

4° zijn de bepalingen van afdeling 3, uitgezonderd artikel 14, 2e lid, van toepassing.

**Art. 21.** Het bedrag van de in artikel 20, 3°, bedoelde terugbetaling is gelijk aan het totaal van de ontvangen waarde van de verschillende stortingen betreffende het invorderbaar voorschot op de intrekkingdatum van deze voorschotten, rekening houdend met :

1° de periode uitgerekend in volle maanden tussen de stortingsdatum en de intrekkingdatum;

2° een toewijzingskoers gelijk aan vijftien percent per jaar;

3° een kapitalisatie per periodes van twaalf maanden;

4° een plafond gelijk aan het dubbel van het werkelijk vereffend deel van het invorderbaar voorschot.

De stortingen betreffende het invorderbaar voorschot bevatten in positief de periodieke stortingen verricht om het te vereffenen. Zij bevatten in negatief de bedragen terugbetaald aan het Waalse Gewest krachtens artikelen 11, 12 en 15, en krachtens de stipulaties betreffende het invorderbaar voorschot die het Waalse Gewest aan de promotor zou binden.

*Afdeling 5. — Het afstand doen van de toelage of van het invorderbaar voorschot*

**Art. 22.** De promotor kan afstand doen van de toelage of van het invorderbaar voorschot in de loop van het onderzoek of van de voorbereidings- of begeleidingsstudie in de mate dat de stipulaties betreffende de toelage of het invorderbaar voorschot die hem aan het Waalse Gewest zouden binden, hem dat toelaten.

**Art. 23.** De promotor, die geniet van een invorderbaar voorschot kan, in de loop van de uitbating, afzien van haar voortzetting in de mate dat de stipulaties betreffende het invorderbaar voorschot die hem aan het Waalse Gewest zouden binden hem dat toelaten.

## HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 24.** Machtiging wordt toegekend aan de directeur-generaal van de Algemene Directie om de bevoegdheden uit te oefenen, die aan de Minister in artikel 11, in artikel 14, in artikel 17, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, in artikel 18, 3<sup>o</sup>, en in artikel 20 worden toegekend.

Indien voornoemde directeur-generaal afwezig of verhinderd is en bij gebreke van andersluidende bepalingen worden de hem krachtens het eerste lid toegekende machtigingen toegekend aan de inspecteur-generaal van de betrokken Afdeling tijdens de duur van zijn afwezigheid of verhindering.

Indien voornoemde inspecteur-generaal afwezig of verhinderd is, worden de hem krachtens het tweede lid toegekende machtigingen toegekend aan de ambtenaar van zijn Afdeling met de grootste graadanciënniteit in de onmiddellijke lagere graad maar van ten minste rang 13 tijdens de duur van zijn afwezigheid of verhindering.

**Art. 25.** De Minister, tot wiens bevoegdheden de Nieuwe Technologieën en het Wetenschappelijk Onderzoek behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 september 1994.

De-Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling,  
Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

A. LIENARD

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

## Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 29 november 1994, dat in werking treedt op 1 januari 1995, is benoemd tot hoofdgriffier van de politierechtbank te Veurne, de heer Allemeersch, C., eerstaanwezend klerk-griffier bij het vrederecht van het kanton Izegem.

Bij koninklijke besluiten van 24 november 1994, die in werking treden op 1 januari 1995, zijn benoemd tot:

- griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, Mevr. Peeters, M., klerk-griffier bij deze rechtbank;
- griffier bij de politierechtbank te Hasselt, de heer Bonne, Y., eerstaanwezend klerk-griffier bij deze rechtbank;
- griffier bij de politierechtbank te Hasselt, de heer Jacomen, R., opsteller bij de griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Bij ministerieel besluit van 6 december 1994 is opdracht gegeven om, vanaf 1 januari 1995, het ambt van griffier bij de politierechtbank te Leuven te vervullen, aan Mevr. Vervloessem, A., klerk-griffier bij deze rechtbank.

Bij ministerieel besluit van 6 december 1994 is opdracht gegeven om, vanaf 1 januari 1995, het ambt van klerk-griffier bij de politierechtbank te Leuven te vervullen, aan de heer Lismont, M., opsteller bij de griffie van het vrederecht van het tweede kanton Leuven.

Bij koninklijk besluit van 29 november 1994 is de heer Vandenberg, P., advocaat, plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het eerste kanton Leuven, benoemd tot rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Leuven.

Bij koninklijke besluiten van 29 november 1994, die in werking treden op 1 januari 1995, zijn benoemd tot rechter in de politierechtbank:

- te Gent:
  - de heer Verstuyft, D., eerste substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent;
  - de heer Gijsel, N., advocaat, plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het kanton Zomergem;
  - de heer Van Trimont, D., advocaat, plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het kanton Geraardsbergen;

## MINISTERE DE LA JUSTICE

## Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 29 novembre 1994, entrant en vigueur le 1er janvier 1995, est nommé greffier en chef du tribunal de police de Furnes, M. Allemeersch, C., commis-greffier principal à la justice de paix du canton d'Izegem.

Par arrêtés royaux du 24 novembre 1994, entrant en vigueur le 1er janvier 1995, sont nommés:

- greffier au tribunal de première instance d'Anvers, Mme Peeters, M., commis-greffier à ce tribunal;
- greffier au tribunal de police de Hasselt, M. Bonne, Y., commis-greffier principal à ce tribunal;
- greffier au tribunal de police de Hasselt, M. Jacomen, R., rédacteur au greffe du tribunal de commerce de Hasselt.

Par arrêté ministériel du 6 décembre 1994, est déléguée aux fonctions de greffier au tribunal de police de Louvain, à partir du 1er janvier 1995, Mme Vervloessem, A., commis-greffier à ce tribunal.

Par arrêté ministériel du 6 décembre 1994, est délégué aux fonctions de commis-greffier au tribunal de police de Louvain, à partir du 1er janvier 1995, M. Lismont, M., rédacteur au greffe de la justice de paix du deuxième canton de Louvain.

Par arrêté royal du 29 novembre 1994, M. Vandenberg, P., avocat, juge suppléant à la justice de paix du premier canton de Louvain, est nommé juge au tribunal de première instance de Louvain.

Par arrêtés royaux du 29 novembre 1994, entrant en vigueur le 1er janvier 1995, sont nommés juge au tribunal de police:

- de Gand:
  - M. Verstuyft, D., premier substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Gand;
  - M. Gijsel, N., avocat, juge suppléant à la justice de paix du canton de Zomergem;
  - M. Van Trimont, D., avocat, juge suppléant à la justice de paix du canton de Grammont;